

AVIGNON

Ville d'exception

CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON
Monsieur JACQUES JEAN NOEL
305 RUE RAOUL FOLLEREAU
84902 AVIGNON CEDEX 9

AUTORISATION D'UNE DEMANDE DE CONSTRUIRE, D'AMENAGER OU DE MODIFIER UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (ERP)

Délivrée par le Maire de la commune d'AVIGNON

DESCRIPTION DE LA DEMANDE :		
Référence du dossier : AT 84007 21 B0249		
Demande du :	28/12/2021	Destination : Etablissement de soins
Par :	CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON représentée par Monsieur JACQUES JEAN NOEL	
Demeurant à :	305 RUE RAOUL FOLLEREAU 84902 AVIGNON CEDEX 9	
Pour des travaux de :	Réhabilitation de l'étage 7 de la tour A du Centre Hospitalier	
Sur un terrain sis :	305 RUE RAOUL FOLLEREAU - Cadastéré : C0330	

Le Maire,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L.161-1, L.161-2, L.161-3, L.143-1, et R.143-3,

Vu la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP susvisée,

Vu la demande de pièces complémentaires en date du 06/01/2022,

Vu les pièces complémentaires et nouveaux plans reçus le 23/02/2022, le 17/03/2022 et le 12/04/2022,

Vu l'avis de la sous-commission départementale ERP/IGH en date du 05/04/2022,

Vu l'avis de la sous-commission départementale d'accessibilité ERP en date du 31/05/2022,

ARRETE

ARTICLE 1 : la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP susvisée est **ACCORDEE.**

AVIGNON

Ville d'exception

ARTICLE 2 : le pétitionnaire respectera les mesures énoncées dans l'avis de la sous-commission départementale ERP/IGH du 05/04/2022 ci-joint.

ARTICLE 3 : le pétitionnaire respectera les mesures énoncées dans l'avis de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité ERP du 31/05/2022 ci-joint.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire est informé que cette autorisation au titre du Code de la Construction et de l'Habitation ne peut se substituer à une autorisation au titre du Code de l'Urbanisme. Tous les travaux nécessaires doivent donc faire l'objet d'une demande d'autorisation au titre du Code de l'Urbanisme.

Fait à AVIGNON, le 22 JUIN 2022

Pour le Maire, par délégation,

La Directrice Générale Adjointe
Pôle Paysages Urbains



Martine Boye

Martine BOYE



INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est pérenne sauf dispositions législatives nouvelles. La réglementation législative en vigueur ne permet aucun transfert d'autorisation de travaux ni aucune autorisation de travaux modificative. En cas de nouveau projet, un nouveau dossier de demande d'autorisation de travaux doit être déposé.

12 AVR. 2022

COURRIER "ARRIVEE"

CCDSA de Vaucluse
SCD ERP/IGH
Etude de dossier

Désignation : CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON	Demandeur : CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON M JACQUES JEAN-NOEL 305 RUE RAOUL FOLLEREAU 84902 AVIGNON CEDEX 09
Adresse : 305 RUE RAOUL FOLLEREAU 84902 AVIGNON CEDEX 09	Auteur : IG BAT 9 ALLEE DES BOULEAUX BP 70947 84092 AVIGNON CEDEX 09
Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique	Transmission reçue le : 01/02/2022
Projet : Réhabilitation du 7 ^{ème} étage de la Tour A	Affaire suivie par : Capitaine Christophe ARNAUD
Référence cadastrale : Section CO – Parcelle 330	Inscrit au logiciel WebPrev sous le n° E84007-00207

NATURE DU PROJET ET SITUATION :

Le présent dossier prévoit la réhabilitation de l'étage n°7 de la Tour A du bâtiment principal du centre hospitalier afin d'y d'accueillir provisoirement un service d'hospitalisation de médecine.
Ces travaux s'inscrivent en préalable aux travaux complets de réhabilitation des tours A et B.

Actuellement occupé partiellement par des services administratifs, cet étage permettra d'accueillir les occupants d'un niveau concerné par les travaux.

Hormis les travaux d'aménagement du secteur de cardiologie en 1995, ce niveau n'a fait l'objet d'aucun travaux d'adaptation ou de restructuration depuis l'origine de la construction en 1978.

Le projet est implanté sur un terrain cadastré Section CO – Parcelle et situé à 3,5 kms sud- est de l'agglomération d'Avignon.

PRESENTATION :

Le projet consiste au réaménagement des locaux nécessaires à l'accueil de 52 lits d'hospitalisation dans des conditions d'usage acceptable et adaptées aux locaux existants :

- Travaux de rafraîchissement des chambres et des sanitaires
- Reconstruction de chambres à l'identique dans le secteur de l'ancienne cardiologie
- Réaménagement complet des locaux infirmiers, des sanitaires communs et personnels associés
- Mise en œuvre d'un système de contrôle d'accès
- Réfection de l'étanchéité des toitures terrasses de la tour A.

Cette réhabilitation sera accompagnée par des travaux de mise en sécurité du niveau comprenant :

- La création de zones U10 avec la mise à niveau des installations de désenfumage et des recouvrements des circulations
- La réfection complète des installations électriques
- La réfection complètes des installations du SSI
- L'adaptation aux nouvelles zones de sécurité des installations de conditionnement d'air.

Cette tour comporte 8 étages au total. Le 7^{ème} niveau (dernier étage accessible au public) est situé à 26 m par rapport au niveau d'accès des secours.

Le R+8 est un niveau comprenant un groupe de locaux techniques uniquement accessibles depuis le toit terrasse, et couvrant une emprise inférieure à 50% du niveau courant (32%).

Conformément à l'article GH1§3, ces locaux techniques ne sont pas considérés comme un niveau, la tour n'est donc pas un IGH.

L'étage est séparé en 2 zones U10 chacune découpée en 2 zones de Mise à l'Abri (ZMA) et se compose de :

- Zone U10 NORD de 930 m² et 26 lits :
 - ZMA EST : (16 lits)

▪ 5 Chambres d'hospitalisation 1 place	12,5 m ² environs
▪ 1 chambre d'hospitalisation PMR 1 place	15,30 m ²
▪ 5 chambres d'hospitalisation 2 places	18 m ² environs
▪ 1 PC infirmières	23,75 m ²
▪ Bureau infirmières	12,28 m ²
▪ 1 Local utilités	8,83 m ²
▪ Sanitaires	8,83 m ²
▪ Local ASH	4,24 m ²
▪ 1 local de stockage	12,81 m ²
▪ 1 local déchets	10,76 m ²
▪ 1 office	15,34 m ²
▪ 3 Montres-malades et hall	76,62 m ²
 - ZMA OUEST : (10 lits)

▪ 4 chambres 1 place	12,5 m ² environs
▪ 3 Chambres à 2 places	18 m ² environs
▪ 1 bureau médical	19 m ²
▪ 1 bureau secrétaires	19,35 m ²
▪ 1 bureau cadre	13,54 m ²
▪ 1 bureau polyvalent	9,30 m ²

Il s'agit d'un bâtiment existant. Les 6 lits supplémentaires de la zone Est peuvent transférés dans les bureaux de la zone Ouest.

- Zone U10 SUD de 898 m² et 26 lits :
 - ZMA EST : (14 lits)

▪ 1 local détente	17,84 m ²
▪ 5 chambres à 2 lits	18 m ² environs
▪ 1 chambre PMR 1 place	15 m ²
▪ 3 chambres 1 place	12,5 m ² environs
▪ 1 bureau infirmerie	11,91 m ²
▪ 1 local utilités	8,83 m ²
▪ 1 escalier	15,17 m ²
▪ 1 local rangements	7,26 m ²

o ZMA OUEST : (12 lits)

▪ 5 chambres à 1 place	13 m ² environs
▪ 1 chambre PMR 1 place	15,19 m ²
▪ 3 chambres à 2 places	18 m ² environs
▪ 1 bureau médical	19,75 m ²
▪ 1 bureau secrétaire	19,62 m ²
▪ 1 bureau cadre	18,08 m ²
▪ 1 salle de réunion	24,13 m ²
▪ 2 sanitaires PMR	3,92 et 3,87 m ²
▪ 1 local rangement	3,20 m ²
▪ 1 local informatique	6 m ²
▪ 1 local attente ascenseurs	32,06 m ²
▪ 3 ascenseurs	
▪ 1 local rangement	4,13 m ²
▪ 1 local stockage et rangements	13,69 m ²
▪ Sanitaires et douche	3,25 et 8,12 m ²
▪ Douche collective	8,82 m ²
▪ 1 PC infirmerie	24,13 m ²
▪ 1 Magasin	14,84 m ²

CLASSIFICATION :

Sur déclaration du chef d'établissement l'effectif maximal de personnes susceptible d'être admis dans l'établissement est de 3671 personnes (Art. U2). Le niveau 7 étant vacant, il s'agit d'un transfert uniquement sans effectif supplémentaire.

Ce projet s'inscrit au sein d'un établissement recevant du public du type U - Etablissements de soins de la 1^{ère} catégorie, soumis au décret du 31/10/1973 codifié sous les numéros R 123-1 à R 123-55 et R 152-4 à R 152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation et au règlement de sécurité approuvé par les arrêtés du 23/03/65, du 25/06/80 et du 10/12/2004 modifiés, relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

L'effectif reçu dans chacune des zones U10 est le suivant :

- 26 au titre des malades
- 26 au titre des visiteurs
- 9 au titre des soignants

Soit un total de 122 personnes sur l'ensemble du niveau.

Ce dossier est suivi par un organisme agréé par le ministère de l'intérieur : Non précisé dans le présent dossier.

ANALYSE REGLEMENTAIRE

DESSERTE DU BATIMENT : Disposition non modifiée par le présent projet.

CONSTRUCTION :

La distribution intérieure prévue sera de type : Cloisonnement traditionnel.

Il est prévu

* Structure	:	(SF et CF de degré 1h ½)
* Charpente	:	
* Couverture	:	(Dalle béton lourde étanchée M0)
* Planchers	:	Dispositions non modifiées par le présent projet.
* Murs	:	
* Cloisons/Parois	:	
* Façades	:	

SUFFISANT

Le dossier comprend une attestation du maître d'ouvrage s'engageant à respecter les règles générales de construction.

ISOLEMENT :

Isolement par rapport aux tiers : Disposition non modifiée par le présent projet.

Isolement intérieur :

Le niveau complet répond aux dispositions de l'article U10 et sera recoupé par une cloison CF de degré 1h de façade à façade en 2 zones protégées de capacité équivalente de 26 lits chacune.

Le passage entre ces 2 zones s'effectue par des portes situées sur les circulations. Chacune de ces zones est desservie par un escalier différent (A-ES-4 pour la zone U10 Est, et A-ES-1 pour la zone U10 Ouest).

Ces 2 zones protégées seront recoupées en 2 zones de mise à l'abri (capacité supérieure à 20 lits), également par des cloisons CF de degré 1h de façade à façade. Ces zones de mise à l'abri ont une capacité d'accueil de même ordre de grandeur.

La réaction au feu des portes CF n'est pas précisée dans la notice.

L'isolement des dégagements accessibles au public et des locaux reste inchangé : CF de degré 1 h.

Il n'y a pas de locaux à risques importants d'incendie.

Les locaux à risques moyens d'incendie sont les suivants :

- Magasin A-7-30 et A-7-200
- Utilités A-7-50 et A-7-230
- ASH A-7-70 et A-7-170
- Stock rangement A-7-700 et A-7-710
- Rangements A-7-80, A-7-90 et A-7-110
- Office A-7-140
- Déchets A-7-160

Ils seront isolés des locaux accessibles au public par des parois et planchers CF de degré 1 h, munis de portes CF de degré 1/2 h avec ferme-porte.

Aucun renseignement n'est fourni concernant le local informatique.

INSUFFISANT

Voir mesures n° 6 et 7

COUVERTURE :

Le bâtiment se trouve à plus de 12 m d'un tiers, aucune exigence n'est demandée pour la protection de la toiture par rapport à feu extérieur.

Le revêtement de couverture prévue sera classé M0 (Béton lourd).

SUFFISANT

FACADES : Disposition non modifiée par le présent projet.

Les baies accessibles existantes seront conservées.

SUFFISANT

CONDUITS et GAINES :

Les conduits et gaines seront réalisées conformément aux articles C030 à C033.

SUFFISANT

DEGAGEMENTS :

Les dégagements sont les suivants :

Niveau:

Niveau	Effectif	Prévu		Règlement		Observation
		Sortie	UP	Sortie	UP	
Niveau 7	122	2	4	2	3	Sortie par zone U10.
Ensemble du bâtiment	Disposition inchangée par le présent projet					

Les services disposent de 2 dégagements totalisant 2Up. Chaque Zone U10 dispose d'un accès direct à une issue sans transit par une zone protégée sinistrée. Les circulations ont une largeur de 2 Up, la distance maximale à parcourir pour atteindre une sortie est inférieure à 40 mètres.

Les portes des chambres ont une largeur minimale de 1.10m.

Les circulations horizontales de grande longueur seront recoupées tous les 25 à 30 m par des parois CF de degré 1 h et des blocs porte PF° de degré ½ h asservies à la détection

Les escaliers seront « encloisonnés » par des parois coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'accès seront pare-flamme de degré 1/2 heure avec ferme-porte.

Il n'y aura pas de communication entre les escaliers desservant les étages et ceux desservant le sous-sol.

Evacuation des PSH :

Choix retenu par l'exploitant pour l'évacuation immédiate ou différée des personnes en situation de handicap :

Conception en zone U 10, CF de degré 1 h de façade à façade avec un désenfumage par zone, comprenant 2 zones de mise à l'abri par zone U 10. Le transfert horizontal est privilégié.

SUFFISANT

AMENAGEMENTS INTERIEURS :

Les aménagements intérieurs auront la réaction au feu suivante :

- Plafonds / faux-plafond : M1
- Revêtements de sols : M4 ou Dfl-s2
- Revêtements muraux : M2
- Revêtement des escaliers encloisonnés : M1 ou B-s1, d0
- Gros mobilier : Non renseigné

INSUFFISANT
Voir mesure n°8

DESENFUMAGE :

Actuellement deux systèmes de désenfumage coexistent :

- R+1 : le désenfumage est assuré par 2 tourelles dernière génération récemment installée. Elles permettent le désenfumage des zones Est et Ouest de ce niveau.
- R+2 à R+7 : Un extracteur existant assure le désenfumage de ces niveaux.

Un système de clapet permet la coexistence de ces deux systèmes.

Le présent projet prévoit la création 2 zones de désenfumage correspondantes aux 2 zones U10 du niveau R+7. Des gaines d'amenée d'air et d'extraction complémentaires seront créées afin de respecter l'IT 246. Les trappes de gaines existantes seront conservées. Cet étage sera raccordé aux nouvelles tourelles installées. Les niveaux R+2 à R+6 seront quant à eux désenfumés par l'extracteur existant. Le système de clapets continuera à assurer la coexistence des 2 systèmes.

Lors de la prochaine rénovation des étages R+2 à R+6, les mêmes actions seront menées pour raccorder le désenfumage aux nouvelles tourelles. L'extracteur existant sera alors déposé avec le système de clapet.

Les installations de désenfumage sont alimentées depuis le tableau général via 2 tableaux secondaires, installés dans les locaux techniques du niveau 8 isolés par des parois et planchers CF de degré 1 heure.

SUFFISANT

Fonction Désenfumage :

Création de 2 zones de désenfumage correspondant au découpage des zones U10 et divisées en 2 zones de mise à l'abri :

- Tour A ZF A7.1 : comprenant 2 zones de mise à l'abri
- Tour A ZF A7.2 : comprenant 2 zones de mise à l'abri

Fonction Alarme Générale :

La zone d'alarme ayant créée dans le cadre de l'AT 11B60101 relative à la mise en place d'un système de sonorisation de sécurité ayant reçu un avis favorable de la SCD ERP/IGH en date du 11/05/2011 reste inchangée :

- ZA 1 : Zone d'alarme pour le sous-sol, le RDC et R+1 ainsi que les locaux techniques du bâtiment principal.
- ZA 2 : Zone d'alarme pour la Tour A
- ZA 3 : Zone d'alarme pour la tour B
- ZA 4 : Zone d'alarme pour l'extension Sud

Toutes les tours sont équipées d'AGS.

Il est prévu la mise en place de

- Diffuseurs d'Alarme Générale Sélective dans les zones accessibles au public, audible en tout point du bâtiment
- Diffuseurs d'Alarme Générale dans les locaux techniques du niveau 8
- Répétiteurs d'alarme avec écran de signalisation dans les locaux suivants :
 - TRE 01 : Tour A niveau 7 poste infirmier Nord
 - TRE 02 : Tour A niveau 7 poste infirmier Sud

Asservissement et arrêts techniques :

- Le déclenchement de la ZF par touche fonction provoquera :
 - Arrêt des installations de ventilation
 - Compartimentage
- Le déclenchement de l'alarme générale ZA 2 provoquera :
 - Le déverrouillage des issues de secours
- Le Déclenchement automatique de la zone de compartimentage ou par touche de fonction provoquera :
 - Le non-stop ascenseur et/ou monte malade de la zone concernée
 - Le non-stop du monte-charge de manutention et des robots de transport de la manutention.

Un tableau de corrélation est joint au présent dossier.

Le niveau 7 sera équipé d'un système de contrôle d'accès et de verrouillage des issues de secours conforme aux dispositions prévues à l'article U21§1b, les déclencheurs manuels rouges du SSI et les déclencheurs manuels verts de déverrouillage des issues de secours seront placés dans les PC infirmiers.

Le déverrouillage des issues de secours sera asservi à la zone d'alarme de la tour A.

Il est prévu l'installation d'un répéteur d'alarme respectant les dispositions de l'article U45§2, complétée par le renvoi des alarmes sur les téléphones DECT des services conformément à l'article U45§6 complètera le dispositif.

La liaison avec les sapeur-pompier est existante, elle est réalisée par ligne directe.

SUFFISANT

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE : Disposition non modifiée par le présent projet.

ORGANISATION DES TRAVAUX :

Les travaux s'effectueront en une seule phase dans les locaux non occupés.

Les accès au chantier et l'évacuation des matériaux s'effectueront par la mise en place d'une tour extérieure équipée d'un escalier et d'un monte-charge. Cette tour sera installée en façade Sud de l'établissement et permettra l'accès au niveau 7 et à la toiture. Celle-ci, construite en matériaux tubulaires, largement ventilée, est positionnée à 2,5 m de la façade.

Toutes les dispositions sont prises pour maintenir :

- L'accès avec un passage libre de 5 m au PC sécurité de l'établissement
- La voie pompiers desservant la façade Sud
- Le stationnement réservé aux secours

Un plan précisant l'implantation des installations de chantier est joint au présent dossier. Les zones laissées libres pour l'accès des secours sont clairement identifiées :

- Emplacement du PC
- Emplacements de l'échelle aérienne (Tour A secteur Nord et Sud)
- Accès aux différents moyens de secours et bales accessibles.

Une benne à déchets est prévue à 3m de la façade Ouest du bâtiment sans autre précision.

Les installations situées en dehors du périmètre des travaux seront maintenues en service néanmoins les travaux de modification des gaines d'extraction neutraliseront le désenfumage des niveaux inférieurs.

Cette neutralisation s'effectuera uniquement le jour et sera limitée à une seule gaine sur les 2 existantes. Les installations de désenfumage seront remises en état de fonctionnement dans les autres niveaux chaque nuit lors de ces interventions.

Un protocole d'arrêt de désenfumage est joint au présent dossier. Il précise :

1. Le phasage :
 - Localisation de la neutralisation du DF
 - Planning détaillé des interventions techniques
 - Plan synoptique de localisation
2. Note de service de la direction rappelant :
 - De limiter le stockage dans les zones concernées
 - L'organisation des transferts horizontaux
 - L'attention accrue et le renforcement des rondes
 - L'interdiction de travaux dans les zones concernées
3. L'affichage de consignes temporaires (Services et postes de soins)
4. Présence d'un SSIAP 2 en permanence dans la tour concernée :
 - Rappel des mesures à contrôler :
 - Dégagement libre de tout potentiel calorifique
 - Locaux à risques maintenus fermés
 - Vacuité préservée des dégagements
5. Conduite à tenir en cas de non-respect des consignes
6. Consignes spécifique en cas de DAI dans les secteurs concernés
7. Consignes spécifiques en cas de départ de feu avéré.

Une détection de chantier provisoire sera maintenue au niveau 7 dans les circulations.

INSUFFISANT
Voir mesures 10 à 18

Mesures préconisées pour remédier aux anomalies et lacunes constatées :

1. Solliciter le passage de la commission de sécurité à l'issue des travaux de cet établissement. Cette demande doit être formulée au secrétariat de la commission de sécurité et ce, au moins un mois avant la date prévue d'ouverture au public (art. R143-39 du CCH).
2. Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité avant la date d'ouverture prévue :
 - L'attestation du maître d'ouvrage certifiant avoir respecté les règles générales de construction
 - Les conclusions du contrôleur technique sur la solidité à froid de la construction
 - Le Rapport de Vérification Règlementaire Après Travaux réalisé par un organisme agréé par le ministère de l'Intérieur
 - Le dossier d'identité SSI réalisé par un coordinateur SSI comprenant les certificats d'associativité et les PV de réception technique
3. Fournir à la demande des sapeurs-pompiers, tous les plans et documents nécessaires pour la réalisation des plans d'intervention (Article MS 42§2).
4. Solliciter l'avis de la commission de sécurité pour tous travaux, création, aménagement ou modification de l'établissement (art L122-3 et R 122-8 du CCH), et notamment pour la rénovation de chaque niveau du R+2 au R+6 restant).
5. Faire vérifier les travaux par un organisme agréé par le Ministre de l'Intérieur. Cet organisme se verra confier les missions L (contrôle de la solidité des ouvrages, de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages) et S (contrôle des conditions de sécurité des personnes dans les constructions achevées), comprenant les aménagements et équipements intérieurs (Art. GE7)
6. Garantir un isolement CF de degré 1h de façade à façade entre les zones U10, et CF de degré 1h de façade à façade et des blocs-portes PF de degré 1/2 h avec ferme-porte ou à fermeture automatique entre les zones de mise à l'abri (Art U10).
7. Isoler le local informatique par des parois et planchers CF de degré 1 h, munis de portes CF de degré 1/2 h avec ferme-porte (Art C028).
8. Utiliser pour l'aménagement intérieur et la décoration des matériaux ayant une réaction au feu comme définie ci-dessous :

NATURE	Réaction	Référence de l'article
Revêtements muraux des locaux et dégagements	M2 ou C-s3, d0	AM3 et 4
Revêtements de plafonds et éléments constitutifs des plafonds suspendus des locaux et dégagements	M1 ou B-s3, d0	AM3 et 5
Revêtements des sols	M4 ou DFL-s2	AM7 et 3
Revêtements des escaliers encloués : - Parois, plafonds, rampants - Parois verticales - Marches et paliers de repos	M1 ou B-s1, d0 M1 ou B-s2, d0 M3 ou CFL-s1	AM3
Eléments de décoration ou d'habillage flottant des locaux et dégagements (l'emploi des vélums est interdit)	M1	AM10
Garnitures des portes pare-flammes dans les dégagements	M2	AM11
Tentures, portières, rideaux, voilages : - escaliers encloués - autres dégagements et locaux	M1 M2	AM12
Rideaux de scènes et d'estrades	M1	AM13
Cloisons extensibles, coulissantes ou amovibles	M3	AM14

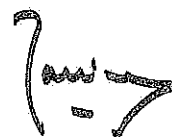
- Gros mobilier - Agencement principal - Stands - Aménagements de planchers légers en superstructures situés dans les locaux et dégagements - Mobilier courant	M3	AM 15
	aucune exigence (sauf type M)	AM15

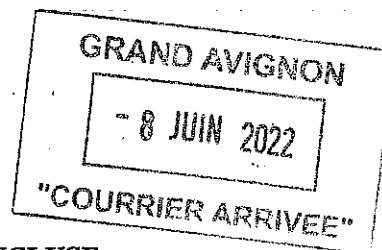
9. Réaliser les installations de chauffage conformément aux normes et règlements en vigueur (Art.CH2§2).
10. Garantir une accessibilité réglementaire à tous les niveaux d'hospitalisation de la tour A après mise en place de la tour technique extérieure (Art C02 et 3, et Art U7).
11. Assurer l'information et la formation du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie particulièrement lorsqu'une des gaines de désenfumage est neutralisée en journée. Mettre en place une procédure interne écrite sur la conduite à tenir en cas de départ de feu dans les étages concernés (Art 143-13 du CCH).
12. Réaliser des rondes régulières par du personnel spécialisé (SSIAP) dans l'ensemble des étages concernés par la neutralisation d'une gaine de désenfumage en journée (Art 143-13 du CCH).
13. Limiter le stockage au strict minimum dans les étages concernés par la coupure d'une gaine de désenfumage en journée. Interdire tout stockage dans les circulations, la présence de matériel ou de cales empêchant la fermeture des portes de compartimentage (Art 143-13 du CCH et C047).
14. Informer le SDIS, notamment le CODIS 84 au 0490816949, lors de la neutralisation d'une gaine de désenfumage en précisant la durée d'indisponibilité, et lors de sa remise en service. (Art 143-13 du CCH).
15. Interdire tout travaux à risques dans les étages concernés par la neutralisation d'une gaine de désenfumage (Art 143-13 du CCH).
16. Vérifier la remise en état et le bon fonctionnement du désenfumage après la neutralisation d'une gaine en journée. En cas de dysfonctionnement en informer immédiatement le CODIS 84 (Art 143-13 du CCH).
17. Vider la benne située à proximité de la façade Ouest de tout matériaux combustibles en fin de journée. (Art 143-13 du CCH)
18. Il est rappelé qu'aucuns travaux susceptibles de faire courir un risque au public ne peut être entrepris lors de la présence de ce dernier (Art. GN 13).

AVIS DE LA COMMISSION

Les membres de la commission émettent un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation de ce projet. Toutefois, les mesures n° 1 à 18 devront être respectées.

Le Président,





PRÉFET DU VAUCLUSE

**Direction
départementale
des territoires**

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 84/SPAH/UDSAF

SCDA ERP

Dossier suivi par :
Secrétariat de la SCDA ERP

Réunion du mardi 31 mai 2022

Tél. : 04 88 17 87 62

ddt-accessibilite@vaucluse.gouv.fr

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 084 007 21 B 0249

N° de l'Ad'ap de rattachement : AA 084 007 15 P 0105

Commune : **AVIGNON**

Demandeur : CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON représenté par M JACQUES Jean-Noël

Adresse du demandeur : 305 Rue Raoul Follereau 84902 AVIGNON 09

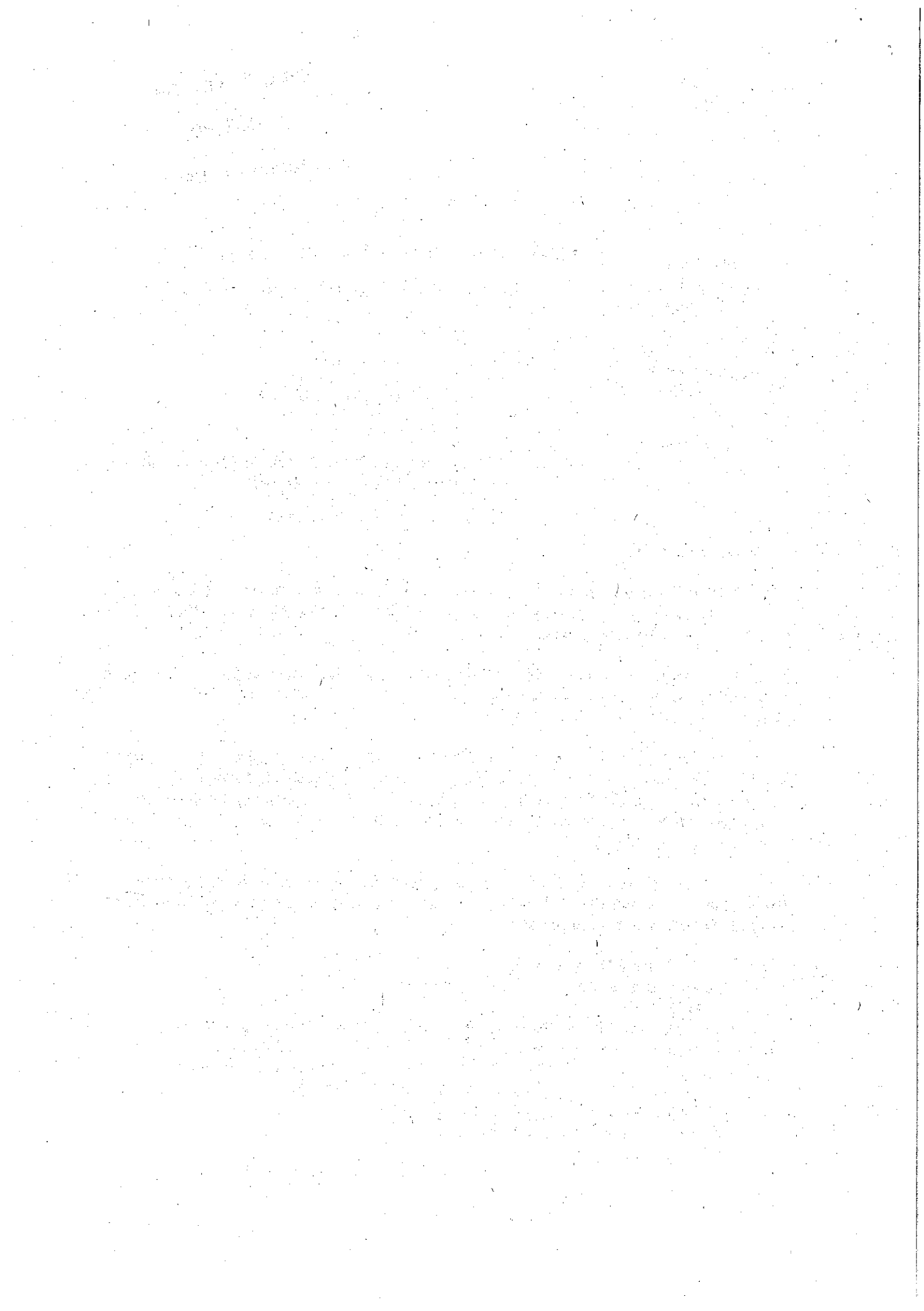
Nom établissement : **CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON – Tour A – Niveau 7**

Adresse des travaux : 305 Rue Raoul Follereau 84000 AVIGNON

Type : U Etablissements de soins / Catégorie ERP : 1

Nature des travaux : travaux d'aménagement

Demande de dérogation : non



Membres permanents de la commission présents ou ayant donné procuration :

SERVICES DE L'ÉTAT EN VAUCLUSE - DDT 84, représentant du Directeur Départemental des Territoires,
DDT DE VAUCLUSE POUR MONSIEUR LE PRÉFET, Président de la Commission,
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE VAUCLUSE, représentant des maîtres d'ouvrages et gestionnaires de voiries ou d'espaces publics,
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE, représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public,
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE, représentant d'association de personnes handicapées,
RETINA FRANCE, représentant d'association de personnes handicapées,
ACME SURDI 84, représentant d'association de personnes handicapées,
Avis favorable de Madame le Maire d'Avignon en date du 8 avril 2022.

Absents excusés ou non :

SERVICES DE L'ÉTAT EN VAUCLUSE – DEETS (ex. DDCS), représentant du Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités,
ASSOCIATION DES MAIRES DE VAUCLUSE, représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public.

INFORMATION :

- sur l'autorisation : Favorable

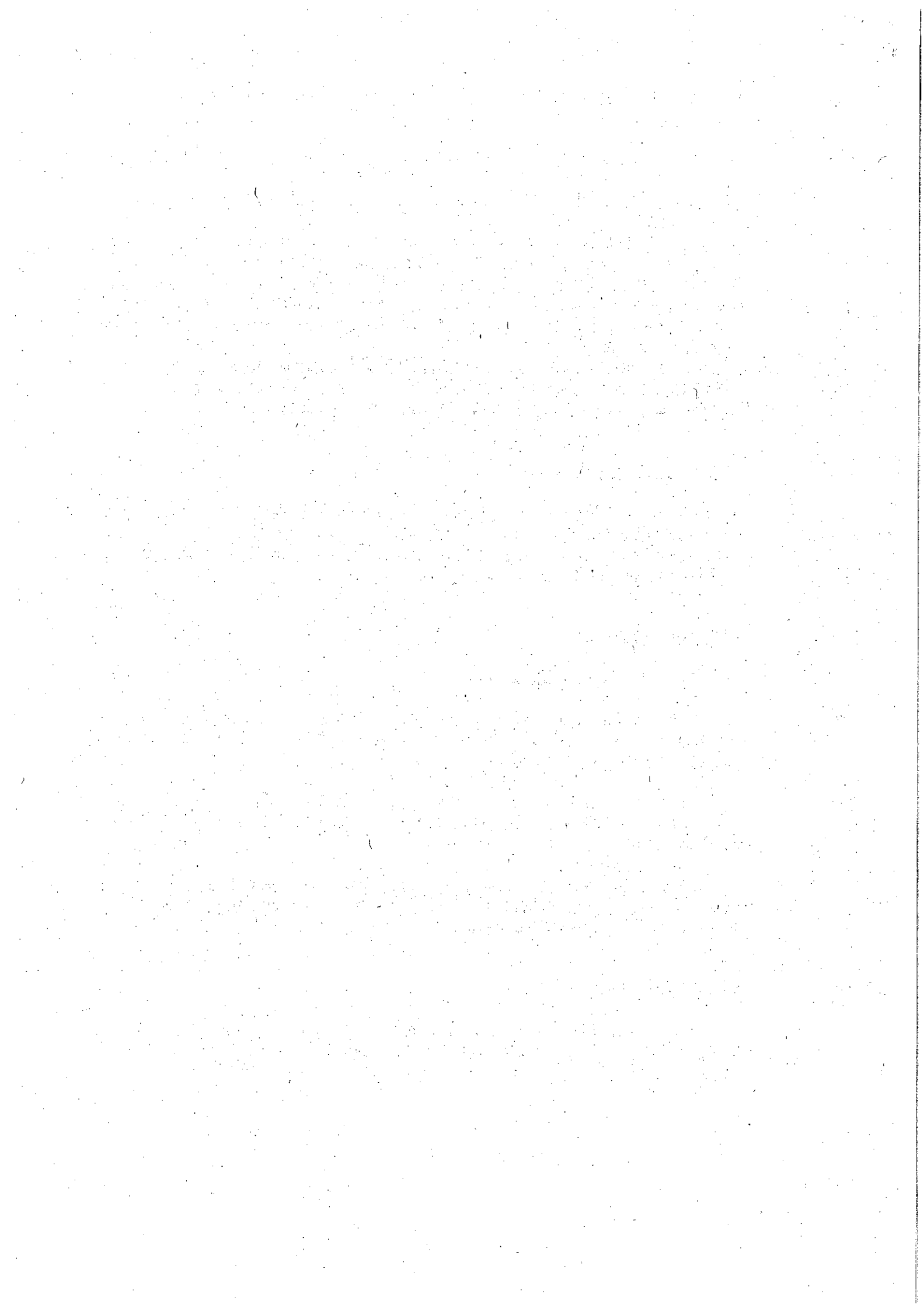
La SCDA ERP prend acte pour statuer tous les éléments tamponnés par le service d'urbanisme d'Avignon en date du 28 décembre 2021 et réceptionnés par le secrétariat de la SCDA en date du 11 avril 2022.

La SCDA ERP n'est habilitée à statuer que sur les seuls locaux et espaces ouverts au public selon la définition de l'art. R 143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le dossier a été pré-instruit par le service urbanisme référent qui a en charge l'instruction complète du dossier. C'est ce référent qui doit être contacté pour toutes questions relatives au dossier.

PRESCRIPTIONS :

Les sanitaires adaptés PMR devront comporter un dispositif de ferme porte (type barre de tirage) permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré, et, l'effort nécessaire pour ouvrir la porte sera inférieur ou égal à 50 newtons.



RECOMMANDATIONS :

Rappel : le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types d'handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques) et prendre en compte les exigences suivantes : déficience visuelle : guidage, repérage et qualité d'éclairage ; déficience auditive : communication, qualité sonore et signalisation adaptée ; déficience intellectuelle : repérage et qualité d'éclairage ; déficience motrice : espace, stationnement et circulation adaptés, cheminements extérieurs et intérieurs, qualité d'usage des portes et des équipements.

La mise en place d'un registre accessibilité est obligatoire depuis le 30 septembre 2017 pour tous les établissements recevant du public (cf. arrêté du 19 avril 2017). Ce registre a pour objectif d'informer le public du degré d'accessibilité de l'ERP et de ses prestations.

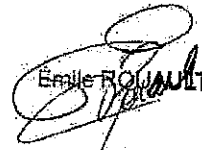
LA COMMISSION :

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation des travaux **du niveau 7 de la tour A du Centre Hospitalier d'AVIGNON** représenté par M. JACQUES Jean-Noël situé 305 rue Raoul Follereau à AVIGNON.
(AT 084 007 21 B 0249)

AAVIGNON, le mardi 31 mai 2022

Pour le Préfet,

Le Président de la commission,



Emile ROUAULT

DDT DE VAUCLUSE POUR MONSIEUR LE PRÉFET

Petit on aie

1/4



Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)

cerfa
N° 13824*04

Cette demande fait suite à un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) approuvé : Oui ☐ Non ☒

Articles L. 111-8 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation

- Cadres 1 à 3 informations nécessaires à l'instruction de l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public
Cadre 4 informations nécessaires à la vérification de la conformité aux règles de sécurité et d'accessibilité en application de l'article R. 111-19-17, R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation
Cadre 5 Informations nécessaires à l'instruction des dérogations ou modalités particulières d'application des règles de sécurité ou d'accessibilité
Cadre 6 engagement du demandeur



Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez construire, aménager ou modifier un établissement recevant de public
 - vous souhaitez réaliser les travaux de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public dans le cadre d'un agenda d'accessibilité programmée
 - Les travaux projetés ne sont pas soumis ni à un permis de construire ni à un permis d'aménager
- Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de l'autorisation
AT 084 00721 B0249
Le cas échéant, n° de la déclaration préalable¹ effectuée au titre du code de l'urbanisme :
2 8 DEC. 2021
Date de dépôt en mairie :

1 - Identité du demandeur. Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre⁽¹⁾

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____ Date de naissance : _____

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et dénomination : Centre Hospitalier d'Avignon

N° Siret : 2 6 8 4 0 0 1 6 5 0 0 0 1 8

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : JACQUES Prénom : JEAN NOEL Date de naissance à défaut de N° Siret : _____

2 - Coordonnées des ou du demandeur(s) Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre⁽²⁾

Adresse Numéro : 305 Voie : RUE RAOUL FOLLEREAU

Lieu-dit : _____ Localité : AVIGNON

Code postal 8 4 9 0 2 BP _____ cedex 0 9

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Téléphone fixe : 0 4 3 2 7 5 3 9 7 1 Portable : _____

Indicatif si pays étranger : _____ Courriel : coppet.karine @ ch-avignon.fr

1. Votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.
2. Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessus. Une copie des décisions concernant les autorisations de travaux sera adressée aux autres demandeurs, lesquels seront co-titulaires de l'autorisation.

3 - Auteur du projet ou maître d'œuvre

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☒

Nom : Prénom :

Et/ou :

Raison sociale et dénomination de la personne morale, le cas échéant : IG Bat

N° Siret : 4 8 3 4 6 9 2 7 6 0 0 0 4 0

Adresse Numéro : 9 Voie : Allée des Bouleaux BP 70 947

Lieu-dit : Localité : AVIGNON

Code postal 8 4 0 9 2 BP cedex 0 9

Si le maître d'œuvre habite à l'étranger/ Pays : Pays : Division territoriale :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

Indicatif si pays étranger : Courriel : contact @ igbat.com

☐ Je souhaite que les courriers de l'administration (autres que les décisions) lui soient adressés

4 - Le projet

4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement : Centre Hospitalier d'Avignon

Numéro : 305 Voie : Rue Raoul Follereau

Lieu-dit : Localité : AVIGNON

Code postal 8 4 9 0 2 BP cedex 0 9

N° de section(s) cadastrale(s) : CO N° de parcelle(s) : 330

4.2 - Activité

AVANT TRAVAUX, le cas échéant :

Activité principale exercée dans l'établissement (par étage(s)) :
Hospitalisation

Activité(s) annexe(s) ou secondaire(s) (par étage(s)) :

Classement sécurité incendie de l'ERP :

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)
Bâtiment de type U 1ère catégorie

Identité de l'exploitant (s'il est connu au moment du projet) :

APRÈS TRAVAUX :

Activité principale (par étage(s)) :
Hospitalisation

Activité(s) annexe(s) (par étage(s)) :

Proposition de classement sécurité incendie de l'ERP :

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)
Bâtiment de type U 1ère catégorie

Identité de l'exploitant (s'il est connu au moment du projet) :

Veuillez compléter sur papier libre, si nécessaire.

4.3 – Nature des travaux (plusieurs cases possibles)

- ☐ Construction neuve
☐ Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité
☐ Extension
☐ Réhabilitation
☒ Travaux d'aménagement (remplacement de revêtements, rénovation électrique, création d'une rampe, par exemple)
☐ Création de volumes nouveaux dans des volumes existants (modification du cloisonnement, par exemple)

Surface de plancher avant travaux : Surface de plancher après travaux :

☐ Modification des accès en façades

Le cas échéant, préciser si ces travaux mettent en œuvre des engagements d'un Ad'AP déposé antérieurement.

☒ Oui : Ad'AP n° 0 8 4 0 0 7 1 5 P 0 1 0 5 validé le : 0 8 0 9 2 0 1 6

☐ Non

Cette demande fait l'objet d'une déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement (produits dangereux stockés ou utilisés) : Oui ☐ Non ☒

4.4 – Effectif

Effectif maximum susceptible d'être admis même temporairement par niveau (suivant le calcul réglementaire défini par le règlement incendie) en indiquant les principaux locaux accessibles au public

	Types de locaux (activité/prestation)	Public	Personnel	TOTAL
Sous-sol				
Rez-de-chaussée				
1 ^{er} étage				
2 ^e étage				
3 ^e étage				
Effectif cumulé	voir chapitre 5 de la pièce n°AT 3.1			

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite (nombre d'étages supérieur à 3, présence d'une mezzanines, etc)

4.5 - Stationnement

Stationnement couvert ☐ Parcs de stationnement intégrés ☐ ou isolés ☐

Si parc existant, préciser son année de permis de construire (PC) initial :

	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Nombre de places de stationnement		
Dont nombre de places réservées aux personnes handicapées		

5 - Dérogations et/ou adaptations mineures**5.1 – Dérogations**

Ce projet comporte une demande de dérogation :

☐ Au titre de la sécurité incendie (Article R.123-13 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures compensatoires proposées)

☐ Au titre de l'accessibilité (Article R. 111-19-10 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures de substitution proposées pour les ERP exerçant une mission de service public)

5.2 – Modalités particulières d'application

☐ Le projet présente des contraintes liées à la structure du bâtiment qui justifient des modalités d'application particulières telles que définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 IV du Code de la construction et de l'habitation

(veuillez expliciter les adaptations prévues et les contraintes structurelles dont elles découlent)

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

6 - Engagement du ou des demandeur(s)

J'atteste avoir qualité pour demander cette autorisation :

Je (nous) soussigné(és), auteur(s) de la demande, certifie(ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité incendie et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation relatives à la solidité et à la sécurité des personnes.

à AVIGNON

Le : 23/12/2021

LE DIRECTEUR
du Centre Hospitalier d'Avignon

J.N. JACQUES

Signature du (des) demandeur(s)

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐
Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public

Veuillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la commission de sécurité et/ou d'accessibilité pourra lui demander des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Imprimé de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public	1	4
<input type="checkbox"/> Plan de situation	2	3

1 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie (Art. R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité et notamment : • les matériaux utilisés pour le gros œuvre, la décoration et les aménagements intérieurs • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap	3	3
<input type="checkbox"/> Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir : • les conditions d'accessibilité des engins de secours • les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers • la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers	4	3
<input checked="" type="checkbox"/> Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment : • les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que les dégagements, escaliers, sorties • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap • les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés	5	3
<input type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	6	3

N.B. : les documents de détail intéressant les installations techniques doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations : ils sont alors communiqués à la commission de sécurité

2 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles d'accessibilité (Arrêté du 8 décembre 2014 ETL1413935A et arrêté du 20 avril 2017 LHA11704269A) (PC39 ou PA 50)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> Plan coté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, précisant : • les cheminements extérieurs (fonctions, largeurs, pentes, dévers, éclairage, solutions techniques pour assurer le guidage, le repérage, ...) • les raccords (voirie/parties extérieures de l'établissement, parties extérieures/parties intérieures du ou des bâtiments constituant l'établissement) • les circuits destinés aux piétons et aux véhicules (liaison accès au terrain/voie interne/places de stationnement adaptées/circulations piétonnes/entrée de l'établissement) • les espaces de manœuvre, de retournement et de repos extérieurs • les pentes des plans inclinés et les dévers de cheminement	7	3

<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, pour chaque niveau et pour chaque bâtiment précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les circulations intérieures horizontales et verticales (fonctions, largeurs, pentes, dévers ...) • Les aires de stationnement • Les locaux sanitaires destinés au public • Le sens d'ouverture des portes et leur espace de débattement • Les espaces d'usage, de manœuvre, de retournement et de repos intérieurs • L'emplacement des appareils sanitaires et leurs accessoires obligatoires • Les places de stationnements adaptées et réservées aux personnes handicapées et la mention du taux de ces places • Cas particuliers des ERP de 5^{ème} catégorie situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes : Délimitation de la partie de bâtiment accessible aux personnes handicapées et indications permettant de s'assurer que les prestations sont accessibles dans cette partie. 	8	3
<input checked="" type="checkbox"/>	Plans avant travaux s'il s'agit d'un bâtiment existant	9	3
<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Notice descriptive présentant les points suivants pour expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité (Art. R. 111-19-19 CCH) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dimensions des locaux ouverts aux usagers de l'établissement • Caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public • Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds • Traitement acoustique des espaces • Dispositif d'éclairage des parties communes et, le cas échéant, niveaux d'éclairage et moyens éventuels d'extinction progressive des luminaires <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation recevant du public assis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emplacements accessibles aux personnes en fauteuil roulant : nombre, taux par rapport au nombre total de places assises, localisation, cheminements permettant d'y accéder depuis l'entrée de l'établissement • Dans le cas d'un établissement recevant du public assis de plus de 1 000 places, l'arrêté municipal fixant le nombre d'emplacements accessibles <p>S'il s'agit d'un établissement disposant de locaux d'hébergement destinés au public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau et cabinets d'aisance accessibles aux personnes handicapées : taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total de chambres, localisation, répartition par catégorie, le cas échéant <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage ou des douches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles aux personnes handicapées <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des caisses de paiement disposées en batterie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de caisses aménagées pour être accessibles aux personnes handicapées et leur localisation 	10	3
<input type="checkbox"/>	<p>Dans le cas d'un parking de plus de 500 places, couvert ou non, dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public.</p> <p>Arrêté municipal prévu à l'article 3 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 (NOR : SOCU0611478A) fixant le nombre de places de stationnement automobile adaptées et réservées</p>	11	3
<input type="checkbox"/>	La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	12	3



Récépissé de dépôt d'une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public.

Le délai d'instruction de votre dossier est de QUATRE MOIS.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.

Dans ce cas, le délai d'instruction de quatre mois ne commencera à courir qu'à partir de la date de réception de la dernière pièce manquante (R. 111-19-22 et R. 111-19-36 du code de la construction et de l'habitation).

Si toutes les pièces manquantes n'ont pas été fournies dans le délai que l'administration vous aura accordé, votre demande sera automatiquement rejetée.

I. Décision sur la demande d'autorisation de construire, modifier ou aménager un établissement recevant du public

Votre dossier est complet et ne comporte pas de demande de dérogation aux règles de sécurité incendie ou aux règles d'accessibilité :

La décision relative à votre demande sera prise dans le délai de quatre mois. À défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.

Votre dossier est complet et comporte une demande de dérogation aux règles de sécurité incendie :

- 1) la demande de dérogation **est accordée par arrêté de l'autorité compétente (articles R. 123-13 et R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation)**. La décision relative à votre demande d'autorisation est prise dans le délai de quatre mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.
- 2) la demande de dérogation **est refusée par arrêté de l'autorité compétente (articles R. 123-13 et R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation) ou, en l'absence de réponse, elle est considérée comme un refus de dérogation**. Dans un délai de quatre mois, votre demande est refusée par arrêté ou, en l'absence d'arrêté de refus, la décision est considérée comme un refus d'autorisation tacite.

Votre dossier est complet et comporte une demande de dérogation aux règles d'accessibilité :

- 1) la demande de dérogation **est accordée par arrêté du préfet (article R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation), ou, en l'absence de réponse, pour les demandes de dérogation portant sur un établissement de 3^e, 4^e ou 5^e catégorie, elle est considérée comme une décision implicite d'acceptation**. La décision relative à votre demande d'autorisation est prise dans le délai de quatre mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.
- 2) la demande de dérogation **est refusée par arrêté du préfet (article R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation) ou, en l'absence de réponse, pour les demandes de dérogation portant sur un établissement de 1^{re} ou 2^e catégorie, elle est considérée comme un refus de dérogation tacite**. Dans un délai de quatre mois, votre demande d'autorisation de travaux est refusée par arrêté ou, à défaut de décision expresse dans ce délai, la décision est considérée comme un refus d'autorisation.

II. Autres procédures administratives

Par ailleurs, votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et **nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable**, notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.

(À remplir par la Mairie)

N° de l'autorisation AT

Le cas échéant n° de la demande effectuée au titre du code de l'urbanisme (décrit dans le code de l'urbanisme aux articles A423-1 et suivants) :

Identité et adresse du demandeur :

.....

.....

Date de dépôt de la demande :

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la mairie, date et signature :

Délais et voies de recours : le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision autorisant ou refusant l'autorisation ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>